



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 30 décembre 2017

## Le gouvernement doit revoir sa politique ferroviaire ...

# PEPY doit partir !

Le Président de SNCF est convoqué par la ministre des transports (*ex directrice stratégique de la SNCF*) pour s'expliquer sur les incidents qui ont émaillé cette fin d'année. La question de son maintien semble se poser comme un écran de fumée devant les responsabilités profondes. Pour SUD-Rail, le bilan nécessaire, que doit assumer le Président de la SNCF mais également le gouvernement, va au-delà des événements récents : la catastrophe de Brétigny, le déraillement du TGV en Alsace, conséquences de la fragilisation de la production et des boucles de rattrapage sont autant de drames qui eux aussi auraient poussé le dirigeant de la SNCF à poser la question de son maintien. Par le passé, des prédécesseurs sont partis dès que la responsabilité de la SNCF était engagée.

Pour la Fédération SUD-Rail, la cause réelle de ces dysfonctionnements et des conséquences induites sur le trafic réside bien dans la structuration de la SNCF elle-même, mise en place par la loi du 4 Aout 2014 et par l'absence d'investissement dans le réseau classique au profit du développement irréfléchi de la grande vitesse (logique portée en interne par le Président PEPY depuis de longues années).

Aujourd'hui, avec ces incidents, doit s'imposer le bilan que seule une structuration intégrée et unifiée permet une gestion à court comme à long terme qui soit à même de garantir un service public ferroviaire de qualité où sécurité et régularité ne sont pas de vains mots...

Le Président PEPY a comme feuille de route des décisions étatiques qui ont précipitées la dégradation du système ferroviaire. Force est de constater qu'il les a assumés mais également parfois impulsés. Les choix managériaux et organisationnels du Président de la SNCF remettent en cause au quotidien le service public ferroviaire et font souffrir les salarié(e)s et les usagers. Ses positions pour la destruction de l'entreprise historique unifiée, l'abandon du service public ferroviaire de proximité et du Fret au profit de la route, pour une politique globale tournée vers une logique financière du rail ne peuvent le dédouaner de sa responsabilité.

Avec plus de 2000 suppressions d'emplois en 2017 (des dizaines de milliers depuis sa prise de fonction. Le plus grand plan social de la dernière décennie), plus d'une cinquantaine de suicides de salariés de SNCF, des restructurations qui font souffrir les cheminots ; des choix dictés par la rentabilité qui font baisser la qualité de service ainsi qu'une politique sociale indigne, notamment sur la répression antisyndicale.

Pour la Fédération SUD-Rail, ces éléments ainsi que son rôle dans les choix schizophréniques d'un état avec sa politique d'aménagement du territoire clientéliste et ses choix politiques contestables (*PPP Liséa, CDG express, Lyon-Turin*) font partie de son bilan et doivent poser la question de son remplacement. Pour SUD-Rail, Cela doit impérativement s'accompagner d'un changement d'orientation de la politique ferroviaire du gouvernement pour un service public de proximité permettant un aménagement du territoire au service des citoyens et garantissant l'accès au transport pour tous ainsi qu'une politique plus écologique du transport de marchandises en permettant une vraie relance du fret ferroviaire le tout dans une gestion unifiée de l'ensemble du système par l'entreprise publique historique.